

Abandon des classes défense !

Le nombre de classes défense a plus que doublé

Un budget de la Défense supérieur à celui de l'Education

Des intentions affichées aux objectifs réels : il y a de l'écart...

De l'argent pour l'école publique, pas pour la guerre !

Les dispositifs des classes Défense, partenariat entre l'Education nationale et le ministère des armées sont en pleine expansion (+ de 900 sur tout le territoire. Rien qu'en Côte d'Or, leur nombre est passé **de 9 en 2022 à 20 en 2025** ! Le *Plan ambition jeunesse et armée* signé par Macron en 2022 expliquerait la vitesse à laquelle se multiplient ces dispositifs.

Parallèlement, le gouvernement Macron – Lecornu propose d'augmenter de 7 milliards d'euros le **budget de l'armée**, dépassant ainsi **pour la première fois le budget de l'Éducation nationale** ! Ce budget se conforme au plan de réarmement adopté le 23 octobre par les 27 chefs d'Etats de l'UE « *pour la préparation de la défense 2030* ». Dans cette perspective, il s'agirait de procéder à une « *arsenalisation des cerveaux* », comme l'expliquait une universitaire lors d'un colloque « *stratégies et armements* » organisé à Bourges les 9 et 10 octobre par l'Institut des Hautes Etudes de la Défense nationale.

Ces dispositifs se construisent sous couvert du « devoir de mémoire » ou de « valeurs républicaines », et s'appuient sur les programmes scolaires.

Dans les faits on observe de **grandes disparités**. Ici le volontariat des familles est sollicité, ailleurs tous les élèves d'une classe sont concernés sans information préalable des parents. Ici on se borne à quelques conférences, ailleurs on organise des rallyes défense qui proposent des activités édifiantes (tir au laser, jeux où l'élève endosse le rôle d'un surveillant qui procède à une fouille de cellule, ou celui d'un gendarme mobile qui intervient dans une manifestation !). Les conférences tenues par des gradés utilisent parfois comme supports pédagogiques des livrets de propagande qui sont financés par des marchands d'armes (Safran, Dassaut, MBDA, Arqus...).

Dès lors, le Rectorat a beau jeu de prétendre qu'il « *ne s'agit en aucune façon [de] militariser l'enseignement ou procéder subrepticement à du recrutement précoce* ». Il est tout de même bien question de les « *inviter à prendre part à la défense globale* », ce qui est en soi suffisamment explicite.

Le nerf de la guerre, c'est toujours l'argent. Quand le **Pass Culture** ou les **subventions** territoriales sont en baisse, si l'on veut faire bénéficier ses élèves d'un voyage instructif ou d'une sortie motivante, on se tourne vers d'autres subsides. Et c'est ainsi que, contre le financement de sorties scolaires, on permet à l'Armée de diffuser dans l'Ecole sa propagande pour la guerre.

La FNEC FP FO 21 exige l'abandon des classes défense et de tous les dispositifs dont l'objectif réel est de pousser les jeunes vers les rangs de l'armée. La place de la jeunesse n'est pas dans des lieux d'embrigadement, mais à l'école, et la **mission de l'école n'est pas de banaliser la guerre, mais de transmettre des connaissances. Que l'Etat lui en donne les moyens !**